

« A mon sens, tous ces efforts pour réduire l'intentionnalité collective à l'intentionnalité individuelle se sont soldés par un échec »  
(Searle, 1998, p. 42).

## **L'irréductibilité du fait monétaire : Réflexions sur la transcendance du social<sup>1</sup>**

André Orléan – 070608

Texte pour les Actes du Colloque de Cerisy sur le thème : « Autour de Jean-Pierre Dupuy »  
Version « longue » du 070608

Au cœur des sciences sociales, garante de leur unité profonde, on trouve une même et perpétuelle interrogation : existe-t-il quelque chose comme une transcendance du social ? Certes la manière dont cette question est posée change avec les époques et les points de vue mais la substance du problème demeure toujours. Pour une bonne part, les sciences sociales ne sont qu'une méditation ininterrompue autour de ce même thème. Et, pour une bonne part, on peut mesurer la pertinence d'un auteur à la qualité de son apport à cette réflexion toujours poursuivie. L'époque contemporaine marquée comme elle l'est par l'hégémonie des conceptions économiques a fait jouer au formalisme de la théorie des jeux un rôle structurant dans la manière dont elle a élaboré cette question. Il s'agit alors de savoir jusqu'où la rationalité individuelle, telle que définie par cette théorie, peut rendre intelligibles les faits sociaux. Les réponses les plus diverses ont été proposées : à l'opposé de Searle, cité en exergue, Avner Greif, dans son livre *Institutions and the Path to the Modern Economy*, poursuit très loin la piste réductionniste qui vise à penser l'institutionnel à partir du seul contractuel en mobilisant les outils proposés par la théorie des jeux non coopératifs.

C'est cette même interrogation qu'on retrouve au centre des réflexions que nous propose Jean-Pierre Dupuy. On peut même dire qu'elle l'obsède et ne le laisse jamais tranquille, y compris lorsqu'il s'intéresse aux « origines des sciences cognitives » (1994) ou au « catastrophisme éclairé » (2002). Dans un texte de 1989 entièrement consacrée à cette question, « Convention et Common knowledge », il énonce avec force et clarté sa position : « le paradigme de la rationalité est radicalement incomplet » (p. 362). Il ajoute de manière plus explicite : « Si elles ne prenaient appui sur des références extérieures qui les guident en les « poussant », les interactions entre acteurs rationnels seraient en général incapables de produire à elles seules quoi que ce soit de déterminé » (p. 362). Cette position doit beaucoup à l'influence d'Émile Durkheim dont on se souvient qu'il pose l'extériorité à l'égard des consciences individuelles comme un des traits distinctifs du fait social. C'est là un héritage qu'assume pleinement Jean-Pierre Dupuy. Mais ce n'est pas le seul. Ce qui rend l'œuvre de Jean-Pierre Dupuy si intéressante et si singulière est le fait que cet auteur n'est pas moins influencé par la pensée pragmatique d'origine anglo-saxonne. Cela apparaît clairement dans

---

<sup>1</sup> Une version corrigée de ce texte devrait paraître dans les *Actes du Colloque de Cerisy « Autour de Jean-Pierre Dupuy »*.

sa manière tout à fait originale d'appréhender la question de l'extériorité. Il ne s'agit pas pour Jean-Pierre Dupuy, reproduisant le geste durkheimien, de poser l'extériorité comme une réalité empirique qui s'impose à tout observateur attentif mais, dans une démarche toute théorique, d'en construire le concept *a contrario* en partant de ce qui résiste aux efforts sans cesse renouvelés de la pensée réductionniste, à savoir comme ce noyau de réalités que la rationalité stratégique ne réussit ni à assimiler, ni à corrompre. Autrement dit, l'analyse approfondie des théories individualistes permet de mettre à jour certaines de leurs contradictions, voire certaines de leurs impasses conceptuelles, interprétées comme autant de preuves manifestes du fait que quelque chose échappe à l'horizontalité des interactions rationnelles, et cette déduction est d'autant plus recevable que tout a été fait en amont pour obtenir des résultats conformes aux réquisits individualistes. La démarche ainsi définie est un exercice périlleux qui demande une connaissance fouillée des approches réductionnistes. Cependant on peut dire, sans risque de contestation, que Jean-Pierre Dupuy y excelle, tout particulièrement lorsque la théorie des jeux se trouve questionnée. Il n'est jamais plus convaincant et plus subtil que dans sa capacité à décortiquer les analyses adverses pour en montrer les apories. De ce point de vue, l'article « Convention et Common knowledge » est une vraie réussite<sup>2</sup>. Il sera au cœur de la présente réflexion.

### **La discontinuité à l'infini de la connaissance commune**

Dans cet article, Jean-Pierre Dupuy s'attaque à un concept central pour les sciences sociales modernes, celui de « connaissance commune » ou, en anglais, de « common knowledge » (CK). Notons qu'à l'époque où ce texte est écrit, ce concept est encore peu diffusé<sup>3</sup>. Une proposition P est « de connaissance commune dans une communauté de sujets connaissant si : 1) elle est vraie ; 2) elle est connue de chacun ; 3) chacun sait que les autres la connaissent ; 4) chacun sait que chacun sait que les autres la connaissent, etc., jusqu'à l'infini » (366). Autrement dit, ce concept modélise le fait qu'une certaine proposition est parfaitement connue de tous sans que ne subsiste aucune incertitude ou soupçon sur ce savoir partagé. Jean-Pierre Dupuy est conduit à s'intéresser à ce concept dans la mesure où il fournit le modèle d'un accord direct entre acteurs sans l'action d'aucune médiation collective. Interprété ainsi, le CK s'impose comme l'expression la plus aboutie de la conception individualiste du lien social : une relation entre individus qui se stabilise et perdure sans que l'autorité du social n'ait été convoquée. Ceci explique l'intérêt soutenu pour cette notion. Il s'agit d'éprouver la consistance de la pensée individualiste en testant la robustesse du CK. L'idée directrice de l'article « Convention et Common knowledge » est qu'au travers de l'analyse formelle des contradictions du CK, ce sont les apories de la pensée individualiste qui se font connaître. Deux résultats ressortent avec une force particulière.

D'une part, dans les situations où la coopération étendue entre les acteurs suppose d'importantes hypothèses de connaissance commune sur la rationalité des comportements (convention chez Lewis et coopération dans la chasse au cerf de Rousseau), Jean-Pierre Dupuy souligne l'existence de ce qu'il appelle une « discontinuité à l'infini ». Qu'est-ce que cela veut dire ? Comme on l'a vu, le CK suppose une série de propositions du type « A sait que B sait que A sait que B sait que A ... sait que P », jusqu'à l'infini. Considérons une série de telles propositions n'allant pas jusqu'à l'infini mais s'arrêtant au niveau maximum *n*. C'est ce qu'on nomme un savoir partagé de degré *n*. Il y a continuité lorsque l'écart entre la

---

<sup>2</sup> On pourrait en dire de même des passages de *Pour un catastrophisme éclairé* où est étudié le principe de précaution.

<sup>3</sup> Jean-Pierre Dupuy a découvert ce concept en lisant l'article que Jean-Michel Lasry (1984) lui a consacré dans la revue lacanienne *Ornicar*.

situation avec CK et la situation avec un savoir partagé de degré  $n$  n'est pas trop grand et peut même être rendu aussi petit que l'on veut pourvu que l'on choisisse un  $n$  suffisamment élevé. *A contrario*, il y a discontinuité lorsque le plus petit écart au CK produit une configuration aux propriétés radicalement distinctes du CK. Par exemple, dans le cas de la chasse au cerf<sup>4</sup>, le moindre soupçon sur la rationalité de l'autre joueur interdit l'équilibre de coopération alors que le CK de la rationalité l'autorise (p. 392/3). Dans de telles circonstances, le fait d'atteindre l'infini transforme radicalement la configuration des interactions. Elle produit des qualités inconnues auparavant. Par exemple, elle conduit les acteurs à laisser de côté la stratégie prudente pour risquer la coopération.

Si l'équilibre de coopération avec CK donne à voir une interaction pleinement conforme aux valeurs individualistes puisque fondée sur les seules relations inter-individuelles, la discontinuité à l'infini fait planer un doute sur la fiabilité de ce résultat. En effet, cette discontinuité signifie que tout écart à l'infini du CK produit une configuration très éloignée de l'équilibre de coopération. Autrement dit, les forces qui soutiennent l'équilibre lorsque le CK prévaut disparaissent dès que l'on s'éloigne de l'équilibre, même de manière infinitésimale. Dans ces conditions, rien n'assure que, si le CK est ébranlé, il puisse jamais se rétablir. Le CK est instable. Il est probable que l'interaction se trouvera bloquée dans une situation de tension et de confrontation qui interdira l'émergence de la coopération. C'est ce qui se passe dans le cas de la chasse au cerf de Rousseau. Dès lors que le CK n'est pas assuré, c'est la prudence qui l'emporte absolument de telle sorte que jamais l'équilibre de coopération ne peut être atteint (p. 392). Les acteurs restent enfermés dans l'équilibre de défection. Hors le miracle du CK, la coopération n'est jamais obtenue. C'est là une autre manière de dire l'incapacité des interactions rationnelles à produire une coopération sociale réussie. Sauf si on se trouve déjà, par miracle, au CK.

Le deuxième résultat de Jean-Pierre Dupuy consiste à montrer qu'il existe néanmoins une manière satisfaisante d'obtenir l'équilibre socialement efficace mais c'est une manière qui est radicalement différente de celle que propose le CK puisqu'elle ne repose en rien sur la logique spéculaire des anticipations croisées. Tout au contraire, les joueurs y agissent en s'appuyant sur des références extérieures conformément à leurs convictions personnelles et à leurs préférences spontanées sans s'intéresser aux autres. Autrement dit, on passe de la spécularité infinie à l'absence de spécularité ou encore « spécularité nulle ». Dans l'action de ces références extérieures comme dans celle des convictions personnelles, il n'est pas difficile de reconnaître l'intervention de la société elle-même qui vient sortir les agents de leur indétermination. L'Homo sociologicus reprend ici ses droits. Autrement dit, lorsque l'on quitte la perspective strictement individualiste et que l'on rend aux objets collectifs toute leur place, on obtient le même équilibre que celui avec CK ! C'est ce résultat étonnant qui conduit Jean-Pierre Dupuy à souligner l'extrême proximité existant entre la spécularité infinie et la spécularité nulle, entre crise et ordre : « À l'horizon de la spécularité tendant vers l'infini, on trouve non pas la dissolution du collectif dans la conscience réfléchissante des agents, mais au contraire la place nette pour que des objets collectifs reprennent un pouvoir de détermination causale » (377).

Nous voudrions illustrer la force de ce cadre d'analyse en l'appliquant à l'institution monétaire. Pour ce faire, nous partirons d'un cadre individualiste, à savoir le modèle à

---

<sup>4</sup> Dans le jeu de la chasse au cerf, chacun des deux joueurs peut soit coopérer, soit faire défection. La coopération produit un meilleur état pour les deux joueurs. Cependant, jouer « Coopération » lorsque l'autre joue « Défection » donne un très mauvais résultat. Pour cette raison, le joueur très prudent peut être amené à préférer jouer « Défection » de façon à minimiser sa perte maximale possible.

générations imbriquées. Après en avoir présenté la logique d'ensemble, nous montrerons que son équilibre monétaire souffre de la même discontinuité à l'infini que celle du CK. Pour sortir des impasses de la discontinuité à l'infini, nous avancerons une conception de la monnaie qui met au premier plan de l'analyse son pouvoir intrinsèque d'attraction et de fascination, concept totalement absent des approches instrumentales.

### **Le modèle à générations imbriquées**

Le modèle à générations imbriquées considère un découpage temporel dans lequel chaque période correspond à la moitié d'une vie humaine de telle sorte que chaque individu vit deux périodes, la jeunesse et la vieillesse : étant jeune en  $t$ , l'individu devient vieux en  $t+1$  puis meurt. Ce modèle fait l'hypothèse que les jeunes travaillent alors que les vieux sont retraités. Conformément à l'appellation de « modèle à générations imbriquées », on suppose qu'à chaque période  $t$ , coexistent deux générations, des jeunes actifs et des vieux retraités. On fait également l'hypothèse qu'il n'existe qu'un seul bien que, par convention, l'on nommera riz. Si le travail permet aux jeunes de produire un certain stock de riz, les vieux retraités, eux, n'ont rien ou juste le minimum vital. Il s'ensuit que toutes les générations souhaiteraient pouvoir garder une partie du riz qu'ils produisent étant jeunes pour le consommer étant vieux. Malheureusement, on pose la contrainte que le riz n'est pas stockable. Dans ces conditions, comment les individus peuvent-ils faire pour épargner une partie du revenu qu'ils créent étant jeunes de façon à financer leur achat de riz lorsqu'ils sont devenus vieux ? Telle est la question qu'affronte cette société. Si rien ne permet ce transfert, on observe ce que nous appellerons « l'équilibre autarcique », ainsi nommé parce qu'on y observe aucun échange. Chaque génération y consomme entièrement ce qu'il produit sans interagir avec les autres générations. Cet équilibre autarcique n'est pas du tout satisfaisant, les individus préférant consommer moins étant jeunes et plus étant vieux. Dans ce modèle, la monnaie parce qu'elle est un moyen de réserve peut permettre de sortir de l'équilibre autarcique.

Supposons, en effet, un stock  $M$  de monnaie détenue, en  $t$ , par les vieux. Ce stock de monnaie leur permet d'acheter une partie de la production de riz que la génération de jeunes produit. Les jeunes, qui ont obtenu le stock de monnaie en échange de leur production, peuvent acheter à la période suivante, étant vieux, le riz qui leur manque, auprès de la nouvelle génération de jeunes. Ainsi, grâce à la monnaie, les individus ont-ils la possibilité d'épargner une partie de leur revenu pour le dépenser une fois vieux en achetant du riz. C'est ce qu'on appelle l'équilibre monétaire. Grâce à la monnaie, l'inefficacité de l'équilibre autarcique se trouve surmontée : la monnaie permet de transférer le pouvoir d'achat d'une période à la période suivante.

Cette conception de la monnaie, originellement proposée par Maurice Allais (1947) et Paul Samuelson (1958), a connu un très vif succès à la fin des années soixante dix et au cours des années quatre vingt. Sa caractéristique est d'y appréhender la monnaie exclusivement au travers de sa fonction de réserve. En conséquence ce modèle a été vivement critiqué par tous les économistes, et ils sont nombreux, qui considèrent que c'est la fonction de transaction qui est la fonction monétaire essentielle. Pour cette même raison, ce modèle est aujourd'hui supplanté, pour ce qui est de la théorie monétaire *stricto sensu*, par les modèles de prospection axés sur les déficiences du troc. Ces critiques font remarquer que ce que modélise le modèle à générations imbriquées, c'est la formation, à chaque période, d'une créance en unités de compte qui sera dépensée à la période prochaine. À leurs yeux, cela n'a rien de spécifiquement monétaire. Le système de retraite par répartition fonctionne exactement sur ce même principe. Mon point de vue est différent car je considère que la question de

l'objectivation de la valeur est la question monétaire par excellence, à savoir : comment une certaine unité de compte abstraite peut-elle prétendre exprimer durablement la valeur économique aux yeux du plus grand nombre ? Or c'est bien là la question qu'affronte le modèle à générations imbriquées (MGI). Peu importe la nature précise de la créance libellée dans l'unité de compte. Qu'il s'agisse de billets ou de retraites, c'est bien toujours le même problème qui est posé : d'où l'unité de compte tire-t-elle son pouvoir d'achat ? Pourquoi est-elle perçue par tous les échangistes comme l'expression légitime de la valeur ?

Venons-en maintenant au cœur de notre sujet : à quelles conditions l'équilibre monétaire considéré précédemment s'impose-t-il ? Pour qu'advienne une telle solution, il faut que la monnaie soit effectivement acceptée par tous les acteurs. L'acceptation de la monnaie est le point central qu'il s'agit d'élucider. Pour en montrer toute la difficulté, considérons l'échange au cours duquel les jeunes de la génération  $t$  acquièrent de la monnaie en vendant leur riz aux vieux de la période  $t$ . Pourquoi les jeunes procèdent-ils à un tel échange ? Pourquoi les jeunes acceptent-ils la monnaie que les vieux leur proposent ? Puisque la monnaie qui est ici prise en considération est une « *fiat* » monnaie, c'est-à-dire une monnaie sans valeur intrinsèque et inconvertible, cet échange peut paraître tout à fait irrationnel : pourquoi se départir d'un bien utile, en l'occurrence le riz, contre quelque chose qui ne vaut rien ? Que nous dit le MGI ? La réponse qu'il propose est la suivante : les jeunes acceptent cette monnaie dans la mesure où ils espèrent, une fois vieux, pouvoir échanger cette monnaie contre une partie du riz que la nouvelle génération de jeunes produit en  $t+1$ . Autrement dit, les jeunes acceptent cette monnaie, non pas pour sa valeur intrinsèque puisqu'elle n'en a aucune, mais dans l'espoir que d'autres l'accepteront dans le futur. *Mais, sur quelle base, un tel espoir peut-il être rationnellement fondé ?* Lorsque les jeunes de la période  $t$  acceptent la monnaie, pour autant ils n'acquièrent aucun droit sur les jeunes de la période  $t+1$ . La monnaie n'est pas un contrat : les générations futures n'ont contracté aucune obligation à l'égard de cette monnaie. Et pour cause, au moment où les jeunes de la période  $t$  ont acquis cette monnaie, les générations futures n'étaient pas nées. Dans ces conditions, est-il possible que les jeunes de la période  $t$  puissent raisonnablement anticiper que les jeunes de la période  $t+1$  accepteront à leur tour cette *fiat* monnaie ? Sur quelles bases peuvent-ils le faire ? Telle est l'énigme que pose la monnaie : pourquoi accepter un signe qui n'engage personne ? Le MGI, conformément à ses présupposés individualistes, cherche à penser l'acceptation *volontaire* de la monnaie. Mais cette monnaie qui n'engage personne peut-elle être acceptée volontairement par tous ? C'est le nœud du problème monétaire : la question de la confiance. Si le MGI répond par l'affirmative, c'est sur la base d'un raisonnement similaire à ceux qu'analyse Jean-Pierre Dupuy dans l'article « Convention et *Common knowledge* ». Montrons ceci.

Comme on vient de le montrer, la rationalité commande aux jeunes de n'accepter la monnaie des vieux que pour autant que cette monnaie est acceptée à son tour par les jeunes de la génération à venir. Si les jeunes en  $t$  anticipent que les jeunes en  $t+1$  accepteront cette monnaie, alors il est de leur intérêt d'accepter la monnaie en  $t$ . Or, le comportement des jeunes de la génération suivante reproduit exactement le même raisonnement. Ceux-ci accepteront en  $t+1$  la monnaie pour autant qu'ils anticipent que les jeunes de  $t+2$  l'accepteront à leur tour. En résumé, les jeunes en  $t$  accepteront la monnaie s'ils anticipent que les jeunes en  $t+1$  anticiperont que les jeunes en  $t+2$  accepteront cette même monnaie. Bien évidemment, le raisonnement ne peut s'arrêter à ce stade puisque le comportement des jeunes en  $t+2$  suit la même logique : il dépend de l'acceptation des jeunes de la période  $t+3$ . On montre aisément que le raisonnement continue jusqu'à l'infini. On reconnaît ici la même chaîne illimitée d'anticipations croisées que celle étudiée précédemment par Jean-Pierre

Dupuy à propos du CK, à ceci près qu'elle se déploie dans le temps et non, instantanément, au travers des stades successifs de réfléchissement des esprits. On peut pousser plus loin encore la comparaison puisque, dans le cas de l'équilibre monétaire comme dans les cas étudiés par Jean-Pierre Dupuy, la série des anticipations doit aller impérativement jusqu'à l'infini. En effet, on peut démontrer qu'à l'équilibre monétaire, chaque génération n'accepte la monnaie que si cette génération anticipe que toutes les générations à venir *jusqu'à la fin des temps* accepteront la monnaie. Autrement dit, le moindre soupçon, la moindre rupture dans la chaîne illimitée des croyances suffit à détruire la monnaie. Si, à la date  $t$ , les jeunes croient qu'à la date  $t+T$ , aussi éloignée soit-elle, la monnaie ne sera pas acceptée alors cela suffit pour qu'ils n'acceptent pas cette monnaie à la date  $t$ . La démonstration de ce résultat opère par « *backward induction* » exactement comme dans les raisonnements mobilisés par Jean-Pierre Dupuy. On retrouve ce résultat que le moindre écart à l'infini détruit l'équilibre de coopération : la fameuse discontinuité à l'infini.

Cependant, comme le démontre le MGI, si cette chaîne infinie de croyances sur le comportement des générations futures est valide, alors chaque individu accepte la monnaie et on obtient l'équilibre monétaire. En effet, tout le monde anticipant que la génération suivante va accepter la monnaie, l'acceptera à son tour, ce qui conduit à doter la monnaie d'un prix positif. La conception du rapport monétaire ainsi présentée est surprenante en ce qu'elle donne à voir une totalisation sans médiation collective. La monnaie y apparaît dépourvue de toute force. Elle est un pur instrument. La puissance est entièrement du côté des acteurs économiques qui demandent cette monnaie dès lors qu'ils sont sûrs de pouvoir l'échanger contre la production de la génération suivante. Dans cette présentation, aucune extériorité, aucune opacité mais un ordre absolument horizontal puisqu'on n'y connaît que des relations entre individus. C'est d'une certaine manière l'utopie individualiste dans toute sa plénitude. Cependant, pour que cette utopie advienne, encore faut-il que la chaîne infinie des croyances soit produite. C'est sur ce point que bute l'analyse. Que signifie une telle infinité ? Comme on l'a vu, cet infini doit être pris au sérieux au sens où il ne s'agit en rien d'une manière de dire qu'il faut un très grand nombre de croyances. La discontinuité à l'infini est là pour nous rappeler que ce qui est exigé est bel et bien l'infini en tant que tel et non un très grand nombre. C'est sur ce point que les contradictions de l'approche individualiste des institutions se donnent à voir.

### **La puissance de la monnaie**

Pour le comprendre, plaçons-nous hors de l'équilibre. Que se passe-t-il ? Si le soupçon le plus infime est présent quant à l'acceptation de la monnaie par les générations futures, alors la monnaie sera refusée et l'équilibre autarcique l'emportera. Mais y a-t-il un moyen de faire en sorte que tout soupçon, même le plus infime, soit absent des esprits individuels ? À l'évidence, la croyance infinie dans l'acceptation future de la monnaie excède le cadre des seules relations interindividuelles. Elle implique un regard qui saisit la société marchande dans son fonctionnement global au-delà de la personnalité particulière des individus qui la composent. Elle prend la forme d'une croyance appréhendant le comportement de la communauté dans son ensemble. Accepter cette analyse conduit à reconnaître la dimension holiste de la monnaie : la monnaie comme expression de la totalité sociale. Or, cette interprétation, le MGI ne peut la faire sienne. Il la rejette vigoureusement. Son individualisme le contraint à ne voir dans l'équilibre monétaire qu'une série d'anticipations privées ponctuelles. Aucune représentation collective de la société n'est ici autorisée : les jeunes de la période  $t$  acceptent la monnaie parce qu'ils anticipent que les jeunes de la période  $t+1$  l'accepteront à leur tour parce que les jeunes de la période  $t+2$  l'accepteront, etc. Dans cette

analyse, l'acceptation aujourd'hui repose *in fine* sur l'acceptation à la fin des temps. La causalité finale est repoussée dans un très lointain avenir, si lointain qu'il échappe à tous les regards. Mais comment expliquer que les acteurs aujourd'hui anticipent que la monnaie continuera à être acceptée jusqu'à la fin des temps ? Si l'on se place dans le cadre individualiste de la théorie économique qui conçoit l'homo œconomicus comme un individu rationnel, isolé, sans vision sociale, uniquement mu par la recherche d'utilité, cela semble hautement improbable. Prendre au sérieux cet ensemble d'hypothèses conduit nécessairement au scepticisme quant à la possibilité de former une telle anticipation sur la seule base d'un raisonnement rationnel. Devant l'incertitude qu'implique la suite infinie des temps, c'est plutôt l'hypothèse d'un refus de la monnaie qui s'impose à l'esprit. Dans ce cas, ce n'est pas l'équilibre monétaire qui s'imposera mais l'équilibre autarcique : la monnaie sera refusée. Aussi, faute de pouvoir exhiber des conditions plausibles expliquant la croyance généralisée dans l'acceptation, le MGI ne réussit pas à expliquer pourquoi c'est l'équilibre monétaire qui prévaut. Au contraire, son analyse étroitement individualiste rend plus probable le refus de la monnaie. C'est sur la nature des forces sociales qui poussent à l'acceptation de la monnaie que bute ici le MGI. Si, dans ce modèle, la monnaie apparaît pour ce qu'elle est, à savoir un rapport social, une médiation entre les hommes fondée sur un processus collectif de croyances, son analyse de l'équilibre monétaire reste insuffisante faute de pouvoir expliquer comment un tel processus peut s'imposer à chacun. Comment sortir de cette impasse ?

On peut présenter le même argument sous un angle un peu différent en commençant par remarquer que, dans l'approche monétaire proposée par le MGI, la monnaie est considérée exclusivement comme un pur instrument. Elle ne possède aucune utilité intrinsèque et ne vaut que parce qu'elle permet l'accroissement de l'utilité des individus. En cela, ce modèle ne fait qu'illustrer une conception de l'institution tout à fait générale, celle-là même qui est défendue par la pensée individualiste et utilitariste. Cette pensée appréhende l'institution comme étant entièrement au service des individus. Ceux-ci sont premiers et les institutions se règlent sur leurs exigences rationnelles. C'est cette même conception instrumentale appliquée à l'institution monétaire que met en scène le MGI. Ce modèle pousse à son terme l'entreprise de démystification menée par la rationalité critique à l'égard des conceptions archaïques de la monnaie. Dans le cadre du MGI, nul *auri sacra fames*, nulle relique barbare : la monnaie n'y vaut rien par elle-même ; elle ne vaut que par les biens qu'elle permet d'acquérir. Pour qualifier ce type d'approche, François Simiand, dans son texte « La monnaie réalité sociale », propose le terme de « voltairien ». Au regard de l'approche voltairienne, la monnaie n'est qu'un moyen commode, rien de plus. Cependant, l'irruption de l'infini pour boucler l'explication dans toute sa rigueur est là pour nous indiquer que les choses ne sont pas aussi simples, que l'accord des sociétaires autour d'une commodité exige plus qu'il n'y paraît dès lors que cette commodité suppose elle-même une acceptation généralisée. Il y faut une raison qui n'est pas si simple à produire. Quelle est-elle ? Reprenons le raisonnement.

Dans le MGI, l'individu à la recherche de bonnes raisons pour accepter la monnaie aujourd'hui ne trouve que l'acceptation de la génération qui viendra demain. C'est là le cœur de l'argumentation. Cette argumentation conduit logiquement à l'infini des anticipations. Mais l'infini ne paraît ici guère convaincant. En effet, si l'individu en  $t$  n'a pas réussi par lui-même à trouver des raisons le conduisant à accepter la monnaie aujourd'hui, comment peut-il croire que ceux de demain feront mieux ? À l'évidence, il ne peut pas supposer que les autres demain trouveront des raisons qu'il n'a pas été capable de trouver aujourd'hui. Si de telles raisons existaient, elles s'imposeraient également à lui aujourd'hui. En effet, ceux de demain se trouvent exactement dans la même situation que lui. Et on ne voit pas par quel miracle l'extension à l'infini des questionnements sur autrui permettrait de faire émerger ces raisons.

La reproduction de la même situation ne permet en rien de sortir de l'impasse ; elle ne fait que la reporter à la date suivante. Certes la configuration hypothétique dans laquelle toutes les générations acceptent la monnaie est, d'un point de vue strictement mathématique, un équilibre du modèle, mais la logique instrumentale qui préside à sa conception n'est pas capable de fournir des raisons justifiant que ce soit cet équilibre qui s'impose<sup>5</sup>. Pour que l'équilibre monétaire prévale, il faut quelque chose de plus, qui est absent de la conception instrumentale. Il faut sortir de la spécularité et son impuissance. C'est là le point central que met en évidence l'analyse logique du problème : il faut des raisons *hic et nunc* poussant les individus de la période  $t$  à accepter la monnaie pour elle-même, ce que nous proposons d'appeler le « pouvoir de la monnaie », faute de quoi la monnaie ne saurait être acceptée. Il s'agit d'un pouvoir intrinsèque d'attraction et de fascination qui conduit chacun à vouloir absolument cette monnaie. C'est là une réalité dont on trouve de multiples expressions dans la littérature et dans l'histoire mais qui est totalement absente de la théorie économique. L'idée d'un tel pouvoir apparaît aux yeux des approches économiques modernes comme un reliquat de fétichisme ou d'irrationalité. Pourtant sa présence est nécessaire. L'acceptation généralisée ne saurait se comprendre sans lui. Cette introduction du pouvoir de la monnaie dans l'étude de la monnaie correspond à ce que Jean-Pierre Dupuy appelle la spécularité nulle. Elle en a la même finalité : « ce que la spécularité infinie eût pu réaliser si elle avait été possible, c'est l'absence de spécularité qui finalement permet de l'obtenir » (393). Il faut évidemment souligner que l'analyse théorique ne peut s'en tenir à la seule constatation de la nécessité logique du pouvoir monétaire. Il s'agit évidemment d'en construire l'intelligibilité. Mais ce point dépasse le cadre du présent exposé. Indiquons qu'il nous a semblé que la notion de « *potentia multitudinis* » avancée par Spinoza pouvait ici être utile pour penser cette capacité de la société à produire de la puissance (Lordon et Orléan).

Pour conclure, il est à souligner fortement que notre raisonnement ne nie aucunement qu'en dernière instance, l'efficacité de la monnaie renvoie à son acceptation par le plus grand nombre. C'est là toute la subtilité de cette construction. En effet, introduire dans notre raisonnement cette puissance d'attraction intrinsèque de la monnaie est le moyen le plus sûr de résoudre le problème de coordination auquel sont confrontés les acteurs du MGI. En effet, pour la génération  $t$ , cette puissance effective que la monnaie déploie à l'instant  $t$  est le meilleur des arguments lui permettant d'anticiper l'acceptation des générations à venir : comment une telle monnaie pourrait-elle ne pas être acceptée puisque elle-même l'accepte ? Si on considère cette solution d'un point de vue logique, il apparaît qu'on a substitué à une solution reposant sur l'anticipation directe des comportements à venir d'une infinité d'acteurs une solution dans laquelle l'acceptation résulte de l'observation d'une unique cause extériorisée notée  $C$ , en l'occurrence la puissance propre à la monnaie. L'intérêt manifeste de cette solution est qu'elle permet de produire la coordination sans recourir à la tâche désespérée car surhumaine d'avoir à anticiper le comportement d'une infinité d'individus. Dans l'interprétation nouvelle que je propose, chaque génération se représente l'acceptation de la monnaie comme résultant non pas d'un questionnement « spéculaire » mais de l'existence d'une cause  $C$  observable qui justifie à elle seule que la monnaie soit acceptée. Dans ces conditions, la seule observation de la cause  $C$  aujourd'hui conduit à l'anticipation que la monnaie sera acceptée aussi longtemps que cette cause sera présente car elle produira sur les générations à venir le même effet. Tel est le mécanisme de production de l'acceptation

---

<sup>5</sup> Margaret Gilbert (2003) dans son chapitre intitulé « Rationalité, coordination et convention » (109-139) parvient à la même conclusion : « il sera impossible pour un agent donné d'utiliser la reproduction des raisons pour en dériver des raisons de penser que les autres feront ce qu'ils peuvent pour parvenir à l'unique meilleur point, s'il n'a pas lui-même déjà des raisons indépendantes d'agir ainsi » (116).



de la monnaie : formellement il satisfait à la condition d'une acceptation généralisée mais celle-ci vient en plus, comme produit de la puissance propre à la monnaie considérée. Notons que la thèse durkheimienne de l'extériorité du social y joue un rôle central au travers du concept de puissance de la multitude. C'est par l'entremise de celle-ci que « l'autorité morale de la société » se fait connaître aux sociétaires. Ainsi la boucle est bouclée.

## REFERENCES BIBLIOGRAPHIQUES

Dupuy Jean-Pierre, « Convention et *common knowledge* », *Revue Économique*, vol. 40, n°2, mars 1989, p. 361-400.

Dupuy Jean-Pierre, *Aux origines des sciences cognitives*, Paris, Éditions La Découverte, coll. « Textes à l'appui », 1994.

Dupuy Jean-Pierre, *Pour un catastrophisme éclairé*, Paris, Éditions du Seuil, coll. « La couleur des idées », 2002.

Greif Avner, *Institutions and the Path to the Modern Economy. Lessons from the Medieval Trade*, Cambridge, Cambridge University Press, 2006.

Lasry Jean-Michel, « Le *Common knowledge* », *Ornicar*, volume 30, juillet-septembre 1984, 75-93.

Lordon Frédéric et André Orléan, « Genèse de l'État et genèse de la monnaie : le modèle de la *potentia multitudinis* » in Citton Yves et Frédéric Lordon (éds.), *Spinoza et les sciences sociales. De la puissance de la multitude à l'économie des affects*, Paris, Éditions Amsterdam, coll. « Cauter ! », 2008, 127-170

Searle John, *La construction de la réalité sociale*, Paris, Gallimard, 1998.

Simiand François, « La monnaie réalité sociale », *Annales Sociologiques*, série D, fascicule 1, 1934, 1-81.